



Automne 2018 – Sondage et groupes de discussion sur l'économie

Ministère des Finances du Canada

Sommaire Exécutif
Novembre 2018

Préparé pour :

Le ministère des Finances du Canada
Fournisseur : Le groupe-conseil Qorus Inc.
Date d'octroi du contrat : 7 août 2018
Date de livraison : novembre 2018
Valeur du contrat (TVH incluse) : 170 422,01 \$
Numéro du contrat : 60074-180924/001/CY
Numéro de ROP : 027-18

Pour plus d'information, contacter :

por-rop@fin.gc.ca

This report is also available in English.

Tous droits réservés

Automne 2018 – Sondage et groupes de discussion sur l'économie Sommaire Exécutif

Préparé pour le ministère des Finances du Canada
Fournisseur : Le groupe-conseil Quorus Inc.
Novembre 2018

Le présent rapport de sondage d'opinion publique contient les résultats d'un sondage téléphonique et de discussions de groupes organisés par le groupe-conseil Quorus Inc. au nom du ministère des Finances du Canada. Le sondage téléphonique a été réalisé auprès de 2 000 résidents canadiens du 3 septembre au 14 octobre 2018. Au total, 10 discussions de groupes ont eu lieu entre le 4 et le 17 septembre.

This publication is also available in English, entitled Fall 2018 – Survey and Focus Groups on the Economy.

Le présent document peut être reproduit pour des fins non commerciales uniquement. Une permission écrite doit être obtenue au préalable auprès du ministère des Finances du Canada. Pour obtenir de plus amples renseignements sur le présent rapport, communiquer avec le ministère des Finances du Canada à por-rop@fin.gc.ca ou par la poste, à l'adresse suivante :

Direction générale, Communications et Consultations
Ministère des Finances
90, rue Elgin
Ottawa (Ontario) K1P 0C6

Numéro de catalogue :
F2-265/2019F-PDF

Numéro international normalisé du livre (ISBN) :
978-0-660-29073-7

Publications connexes (numéro d'enregistrement : POR 027-18) :
Numéro de catalogue: F2-265/2019E-PDF (sommaire exécutif en anglais)
ISBN 978-0-660-29072-0

© Sa Majesté la reine du chef du Canada, représentée par le Ministre des Finances, 2019




Attestation de neutralité politique

J'atteste, par les présentes, à titre de cadre dirigeant du groupe-conseil Quorus Inc., que les produits livrables sont entièrement conformes aux exigences en matière de neutralité politique du gouvernement du Canada énoncées dans la [Politique sur les communications et l'image de marque](#) et la [Directive sur la gestion des communications – Annexe C](#).

Plus précisément, les produits livrables ne comprennent pas d'information sur les intentions de vote électoral, les préférences quant aux partis politiques, les positions des partis ou l'évaluation de la performance d'un parti politique ou de ses dirigeants.

Signé :

A handwritten signature in black ink, appearing to read 'Rick Nadeau', is written over a light gray, textured rectangular background.

Rick Nadeau, président
Le groupe-conseil Quorus Inc.

Table des matières

Sommaire exécutif	5
But et objectifs de la recherche	6
Méthodologie.....	6
Sommaire des résultats – Discussions de groupes	7
Sommaire des résultats – Sondage.....	11

Sommaire exécutif

But et objectifs de la recherche

Le gouvernement du Canada a réalisé des investissements importants pour stimuler l'économie. Il s'est engagé à pratiquer une saine gestion des finances afin de soutenir ces investissements. Un récent exemple est le Budget 2018 qui vise à préserver l'équilibre entre le besoin d'investir de manière ciblée pour assurer la croissance économique et celui de maintenir un faible niveau d'endettement au Canada pour les générations actuelles et futures.

Les nouveaux plans de développement économique et le climat d'incertitude à l'échelle planétaire nous exhortent à comprendre de quelle manière les Canadiens perçoivent la situation économique et les mesures prises par le gouvernement.

Par conséquent, le ministère des Finances a jugé nécessaire de mener une étude de marché primaire pour sonder les Canadiens afin de comprendre leurs préoccupations et leurs perceptions envers l'économie actuelle, les enjeux économiques émergents, leur bien-être financier et leurs attentes quant au rôle du gouvernement du Canada sur le plan de l'économie.

Les résultats de cette recherche permettront au gouvernement du Canada de mieux comprendre l'environnement public et de communiquer plus efficacement ses plans d'action qui ont pour but d'améliorer le potentiel de croissance à long terme du pays.

Méthodologie

La méthodologie de recherche des **discussions de groupes** consistait en dix groupes conventionnels réunis dans un local de recherche. Ces groupes étaient composés d'adultes canadiens de 18 ans et plus. Les séances ont eu lieu du 4 au 17 septembre 2018, dans cinq villes : Moncton (Nouveau-Brunswick), Toronto (Ontario), Calgary (Alberta), Vancouver (Colombie-Britannique) et Québec (Québec). Dans chaque ville, les groupes étaient divisés en deux catégories : les ménages à faible revenu et les ménages à revenu élevé. Au terme de chaque séance de deux heures, les participants ont reçu une prime de 75 \$. Le processus de recrutement visait à obtenir une bonne représentation hommes-femmes, d'origines ethniques et d'âges variés. Toutes les séances étaient animées par Rick Nadeau, un des principaux chercheurs bilingues de Quorus, titulaire de l'offre à commandes du gouvernement du Canada.

Mise en garde concernant la recherche qualitative

La recherche qualitative a pour but d'acquérir une compréhension et d'établir une orientation, plutôt que des mesures quantitativement extrapolables. Son objectif n'est pas de générer des « statistiques », mais de recueillir un éventail complet d'opinions sur un sujet donné, de comprendre le langage utilisé par les participants, de mesurer le degré de passion et d'engagement, et de miser sur le pouvoir du groupe pour inspirer des idées. Les participants sont encouragés à exprimer leurs opinions, peu importe qu'elles soient partagées ou non par le reste du groupe.

Étant donné la taille de l'échantillon, les méthodes de recrutement particulières utilisées et les objectifs de la recherche, il est entendu que les travaux sous discussion sont de nature exploratoire. Les résultats ne doivent pas être extrapolés à une population plus vaste.

Plus précisément, il est inapproprié de suggérer ou de laisser entendre que les quelques utilisateurs réels (ou plusieurs d'entre eux) agiraient d'une certaine façon simplement parce que quelques participants (ou plusieurs d'entre eux) se sont comportés ainsi durant les séances. Ce type de projection relève exclusivement de la recherche quantitative.

La méthodologie de recherche par **sondage** consistait en 2 000 entrevues téléphoniques réalisées à l'échelle nationale auprès d'adultes canadiens de 18 ans et plus. La durée moyenne de l'entrevue était de 12 minutes et les répondants pouvaient choisir entre le français et l'anglais. La collecte de données s'est déroulée du 3 septembre au 14 octobre 2018, et comportait un essai préliminaire du questionnaire. L'échantillon était composé de ménages avec numéros de téléphone conventionnel et d'un sous-quota de ménages utilisant les téléphones cellulaires uniquement. Le taux de réponse pour l'échantillon global était de 6,7 %. Les résultats peuvent être extrapolés à un plus vaste auditoire puisque la marge d'erreur pour un échantillon de cette taille est de +/- 2,2 %, 19 fois sur 20.

Les données ont été pondérées par région, sexe, âge et milieu urbain ou rural pour obtenir un échantillon final conforme à la population canadienne d'après les données du dernier recensement.

Sommaire des résultats – Discussions de groupes

Perceptions générales sur la performance du gouvernement fédéral

Au début de chaque séance, les participants étaient invités à noter la principale réussite du gouvernement fédéral dans la dernière année et son plus grand échec. Deux enjeux se sont retrouvés tant du côté des réussites que des échecs : l'immigration et la légalisation du cannabis.

Parmi les autres mentions de réussites du gouvernement fédéral dans la dernière année, notons :

- son approche dans les négociations de l'ALENA;
- diverses mesures qu'on pourrait regrouper dans la catégorie de la politique socio-économique générale : de meilleures prestations pour enfants, une réduction des impôts, un congé parental prolongé, des efforts pour favoriser l'égalité des sexes et du soutien pour les LGBTQ.

Parmi les autres mentions d'échecs de la part du gouvernement fédéral durant la même période, notons :

- son approche dans le dossier des pipelines, notamment l'achat récent du Trans Mountain;
- certaines mesures perçues comme nuisant aux petites entreprises, y compris ce que plusieurs considèrent comme une hausse des impôts et des efforts insuffisants pour aider les petites entreprises ;
- son incapacité, selon certains, à respecter son mandat environnemental ou son inertie vis-à-vis de l'environnement en général.

Perceptions générales envers l'économie

La majorité des répondants ont qualifié l'économie canadienne de stable ou fonctionnant relativement bien. Comparativement à l'an dernier, on semble croire que la situation est demeurée stable et qu'à l'avenir, les perspectives du pays dépendront en grande partie des conclusions des négociations commerciales en cours.

Parmi les principaux enjeux économiques mentionnés, les négociations de l'ALENA et l'absence d'accord commercial avec les États-Unis ont été, de loin, les plus souvent mentionnés. Les autres thèmes soulevés étaient liés à la main-d'œuvre (p. ex., le vieillissement de la population et la pénurie de travailleurs qualifiés), à la dette (p. ex., la dette nationale et la dette à la consommation), au coût de la vie ou à l'achat d'une maison.

Négociations commerciales

Au moment où les groupes de discussion étaient réunis, les négociations sur l'ALENA avaient lieu entre le Canada, les États-Unis et le Mexique. De façon générale, les participants étaient d'avis que ces négociations étaient importantes pour eux et pour l'ensemble du pays. Bon nombre d'entre eux savaient où en étaient les négociations et plusieurs ont nommé la ministre canadienne des Affaires étrangères dans leurs commentaires. Chez certains, la discussion sur les négociations a soulevé des émotions, tant positives que négatives. Les sentiments envers les tactiques de négociation de l'administration américaine étaient particulièrement négatifs. D'autre part, la majorité des participants ont apprécié la manière dont le Canada a abordé les négociations, c'est-à-dire avec tact et en respectant ses stratégies tarifaires. La plupart étaient d'avis que non seulement le Canada faisait de son mieux, mais qu'il défendait bien ses positions.

Projet d'expansion Trans Mountain

Dans l'ensemble, les participants étaient peu nombreux à avoir entendu parler du projet d'expansion Trans Mountain, sauf à Calgary et Vancouver. Malgré le récent échec devant les tribunaux, la plupart qui étaient au courant du projet croyaient à sa construction.

Les réalités économiques liées à ce projet sont peu connues (p. ex., le fait que l'achat comprend l'acquisition d'un pipeline existant qui génère des profits et qu'il s'agit d'un projet d'élargissement et non de construction d'un tout nouveau pipeline). Les participants avaient une connaissance très limitée des avantages économiques à diriger les exportations de pétrole vers les côtes en passant par la Colombie-Britannique plutôt que les États-Unis (p. ex., vente du pétrole à meilleur prix, diversification des partenaires exportateurs et dépendance réduite aux États-Unis en tant qu'acheteur).

Les opinions étaient plus favorables lorsque les participants ont été informés de tous les détails concernant le projet. Certains s'y opposaient toujours, invoquant que le pays devrait éviter les sources d'énergie non renouvelables et que le gouvernement fédéral ne devrait pas investir dans les pipelines, puisqu'il s'est engagé à protéger l'environnement.

Main-d'œuvre, compétences et talents

Sur la question à savoir si le Canada avait suffisamment de travailleurs, les avis étaient assez partagés. Les participants ont surtout parlé de la pénurie de main-d'œuvre dans certains secteurs et industries, ou pour certains types d'emploi, comme la restauration, les métiers, les emplois physiquement exigeants ou peu rémunérés, la technologie et les soins de santé. Les participants s'attendaient à ce que la situation se détériore au fil du temps, en raison du vieillissement de la population, du taux de natalité en baisse au Canada, du nombre considérable de baby-boomers qui quittent le marché du travail et des taux élevés d'immigration.

Pour plusieurs, le gouvernement fédéral a un rôle important à jouer à deux niveaux :

- Sur le plan de l'immigration, il pourrait en faire davantage pour cibler les nouveaux arrivants et les orienter vers des domaines particuliers. Des efforts supplémentaires devraient être faits pour promouvoir et développer le potentiel des immigrants établis qui ont reçu une formation particulière et qui ne travaillent pas dans leur domaine au Canada, qui sont sans emploi ou sous employés.
- Le gouvernement fédéral devrait également collaborer plus étroitement avec les établissements d'enseignement postsecondaire et les étudiants du secondaire pour s'assurer que les programmes et les nouveaux venus sur le marché du travail répondent aux besoins de l'économie de l'avenir.

De nombreux participants ont affirmé qu'ils devront se recycler ou se perfectionner au cours de leur carrière. D'ailleurs, plusieurs l'ont déjà fait. La plupart ont souligné et reconnu les défis associés à cette réalité, comme le manque de temps, le renoncement à un revenu pour suivre une formation et les frais de scolarité.

Ils étaient peu nombreux à avoir entendu parler des programmes offerts par le gouvernement fédéral pour favoriser l'apprentissage continu. Certains semblaient croire que ces programmes

étaient destinés aux personnes dans des situations bien précises (p. ex., les prestataires de l'assurance-emploi, les personnes exerçant un métier spécialisé, etc.). Lorsque l'animateur a présenté un nouveau concept d'aide financière pour l'apprentissage continu, la plupart des participants se sont entendus pour dire que le concept était pertinent et que tous les Canadiens devraient être admissibles. De plus, certains étaient d'avis que le programme devrait surtout venir en aide à ceux qui en ont le plus besoin, comme les chômeurs ou les travailleurs sous employés, et les personnes qui n'ont pas les moyens de suivre une formation.

Compétitivité des entreprises

Pour la plupart des participants, être « compétitif à l'échelle mondiale » signifie être en mesure de vendre des produits et des services à l'étranger parce qu'il est avantageux de le faire, soit en raison du prix ou de la qualité des produits et des services, ou parce que l'entreprise répond à un besoin que personne d'autre n'a encore comblé. Autrement dit, l'entreprise tire son avantage concurrentiel de son innovation.

De nombreux participants ont exprimé leur appui au gouvernement fédéral afin qu'il aide les entreprises canadiennes à devenir ou à demeurer compétitives à l'échelle mondiale. Plusieurs mesures pourraient être prises à cet égard pour :

- négocier des accords commerciaux favorables ;
- encourager l'innovation au Canada ;
- offrir un soutien financier pour favoriser la croissance des entreprises canadiennes (p. ex., des réductions d'impôt, des subventions, etc.) ;
- organiser des missions commerciales ;
- aider les entreprises canadiennes à trouver des débouchés à l'étranger ;
- attirer les talents qu'il nous faut au Canada ;
- soutenir l'enseignement postsecondaire pour stimuler l'innovation.

Stratégie fiscale

La plupart des participants ont reconnu ou simplement supposé que le gouvernement fédéral affiche un déficit. Même si un nombre important de Canadiens se sont montrés plutôt indifférents, ils sont plus nombreux à croire qu'il serait important que le déficit n'augmente pas. Selon eux, cela ne signifie pas pour autant qu'il faut équilibrer le budget du jour au lendemain, mais il faut au moins établir un plan.

Les participants devaient s'exprimer sur les compromis à faire en accumulant un déficit pour investir dans les programmes et l'infrastructure, plutôt que d'équilibrer le budget en coupant dans certains programmes ou en augmentant les impôts. Cet exercice a révélé un appui pour le

concept de déficit productif en investissant dans les programmes et l'infrastructure afin d'obtenir un rendement plus élevé pour l'avenir. Certains participants savaient que c'était la stratégie qui avait été adoptée au cours des dernières années, mais ils n'étaient pas convaincus qu'elle avait produit les résultats escomptés ou du moins, ils ne les avaient pas encore constatés. D'autres participants étaient inquiets à l'idée que si le pays accusait un déficit en temps de prospérité économique, comme cela semble être le cas en ce moment, celui-ci serait d'autant plus important en période économique plus instable.

Au sujet des impôts, presque tous s'accordaient pour dire que les taux d'imposition du gouvernement fédéral étaient demeurés stables au cours des dernières années.

Changement climatique et tarification de la pollution

La plupart du temps, l'expression « mettre un prix sur la pollution » signifie imposer des frais aux pollueurs.

En ce qui concerne les actions spécifiques, peu de participants avaient entendu parler des mesures prises par le gouvernement fédéral pour lutter contre le changement climatique. En se basant sur un aperçu général du plan gouvernemental qui vise à imposer un prix national sur la pollution par le carbone, les participants ont hésité à dire si le gouvernement devait ou non adopter cette mesure. Bien qu'environ la moitié des participants croient fermement qu'il est nécessaire de lutter contre le changement climatique, certains n'étaient pas convaincus de l'efficacité de la mesure proposée. Ils avaient l'impression que les coûts seraient refilés aux consommateurs et que plusieurs auraient encore plus de difficulté à joindre les deux bouts, ou que la mesure serait perçue comme un permis de polluer pour les industries.

Bien qu'ils aient apprécié l'idée de verser les revenus générés par ce plan aux provinces et aux territoires d'où proviennent les émissions, les participants auraient préféré que ces provinces et territoires puissent utiliser ces revenus comme bon leur semble. Plusieurs souhaitent qu'on réinvestisse ces sommes pour lutter contre le changement climatique. Si tel était le cas, ils seraient plus nombreux à appuyer un plan national de tarification de la pollution par le carbone.

Sommaire des résultats – Sondage

Priorités du gouvernement fédéral

Lorsqu'invités à décrire spontanément les problèmes sur lesquels le gouvernement fédéral devrait se concentrer, la majorité des répondants ont mentionné l'économie et les emplois. D'autres ont répondu l'environnement, les soins de santé et les enjeux sociaux en général.

Évaluation de l'économie

Les répondants devaient évaluer la situation économique du Canada, des États-Unis et de leurs provinces et territoires respectifs. Dans une proportion similaire (soit plus du tiers des répondants), on a estimé que toutes ces économies se portent bien. Les évaluations « neutres » étaient moins élevées à l'endroit de l'économie américaine. Cependant, ils étaient plus nombreux à être incertains de la note à lui accorder. Invités à évaluer le prix actuel de l'essence, plus de la moitié des répondants ont donné une note défavorable, comparativement à 14 % qui ont donné une note favorable.

Pour ce qui est de l'inquiétude des Canadiens à l'idée de perdre leur emploi ou de voir un proche perdre son emploi au cours des six prochains mois, 22 % des répondants ont dit être très préoccupés, 11 % étaient plutôt préoccupés et 59 % n'étaient pas très préoccupés.

Confiance envers l'économie

Nous avons demandé aux répondants d'évaluer l'impact de divers facteurs, tendances et mesures sur l'économie. La moitié d'entre eux devaient évaluer l'impact de ces facteurs sur la création d'emplois, et l'autre, sur la compétitivité des entreprises canadiennes.

Dans le premier groupe (création d'emplois), les répondants ont conclu que c'étaient les investissements du gouvernement fédéral dans le domaine des sciences, de la technologie et de l'innovation qui avaient le plus grand impact (59 %), suivi de l'ALENA (58 %), des investissements du gouvernement fédéral dans l'infrastructure (56 %) et des accords commerciaux avec les pays autres que les États-Unis (56 %).

Dans le deuxième groupe (compétitivité des entreprises canadiennes), les résultats étaient sensiblement les mêmes. Au premier rang, on retrouve les accords commerciaux avec les pays autres que les États-Unis (59 %), suivi des investissements du gouvernement fédéral dans le domaine des sciences, de la technologie et de l'innovation (57 %) et l'ALENA (57 %).

Situation budgétaire

Tous les répondants devaient donner leurs impressions de l'état des finances du gouvernement fédéral. Plus des trois quarts croyaient que le gouvernement fédéral affiche un déficit budgétaire, alors qu'un peu plus d'un dixième croient que le budget est équilibré et 6 %, qu'il y a un surplus budgétaire. Pour ce qui est de l'évolution du déficit fédéral au cours des prochaines années, 66 % étaient d'avis qu'il irait en augmentant, 22 % ont répondu qu'il demeurerait stable et 9 % s'attendaient à ce qu'il diminue.

Priorités budgétaires

Les répondants ont évalué l'importance de plusieurs enjeux et priorités dans les décisions du gouvernement fédéral en matière de budget. Plus des trois quarts ont répondu qu'il était très important que le gouvernement fédéral tienne compte de la création d'emplois et des

compétences professionnelles dans ses décisions budgétaires. Les trois quarts ont dit qu'il était très important que le gouvernement fédéral tienne compte de la classe moyenne (75 %) et de l'environnement (74 %). Pour près de 7 répondants sur 10, il est très important que le gouvernement fédéral démontre une volonté d'accroître la compétitivité des entreprises canadiennes à l'international, d'équilibrer le budget, de favoriser l'innovation, de réduire ou maintenir le déficit, d'aider les femmes et les jeunes filles et de mettre l'accent sur la science et la compétitivité des entreprises. Environ les deux tiers des répondants estiment qu'il est important pour le gouvernement fédéral d'inclure l'égalité des sexes, l'aide aux Autochtones et le féminisme parmi ses priorités.

Invités à choisir parmi deux scénarios budgétaires, plus des deux tiers des répondants ont préféré celui dans lequel le gouvernement fédéral investit dans les programmes et les infrastructures susceptibles de créer des emplois et de stimuler la croissance économique, même s'il doit pour cela afficher un déficit. Un peu plus du quart des répondants ont préféré le scénario dans lequel le gouvernement fédéral s'efforce d'équilibrer le budget, même s'il doit couper dans les programmes ou augmenter les impôts.

Impressions des tendances en matière d'impôts et d'aide financière

Nous avons demandé aux Canadiens si les impôts fédéraux étaient à la hausse ou à la baisse, et si l'aide financière qui leur est offerte par le gouvernement fédéral avait augmenté ou diminué (le premier scénario a été présenté à la moitié des répondants et le deuxième, à l'autre moitié).

En ce qui concerne les impôts fédéraux, 48 % des répondants avaient l'impression qu'ils avaient augmentés au cours des dernières années, 38 % étaient d'avis qu'ils étaient demeurés stables et 7 %, qu'ils avaient diminué. Pour ce qui est de l'aide financière offerte aux Canadiens par le gouvernement fédéral, 28 % avaient l'impression qu'elle avait augmenté, 36 % étaient d'avis qu'elle était demeurée stable et 29 %, qu'elle avait diminué.

En dernier lieu, quatre scénarios financiers ont été proposés aux répondants. Nous leur avons demandé s'ils disposaient de 20 \$, 50 \$, 100 \$ ou 500 \$ de plus par mois, quel serait l'impact sur leur situation financière personnelle. Un peu moins d'un dixième des répondants ont répondu qu'un montant supplémentaire de 20 \$ ou 50 \$ par mois aurait un impact majeur sur leurs finances personnelles alors qu'un sur cinq a admis que 100 \$ de plus par mois aurait un impact majeur. Pour plus de la moitié des répondants, 500 \$ de plus par mois aurait un impact majeur.

Des scénarios différents ont été présentés à un autre groupe, avec des montants calculés sur une base annuelle plutôt que mensuelle (240 \$, 600 \$, 1 200 \$ et 6 000 \$ par année). Un peu moins d'un dixième des répondants ont indiqué que des montants additionnels de 240 \$ et 600 \$ par année auraient un impact majeur sur leurs finances personnelles, alors que 29 % étaient d'avis que 1 200 \$ de plus par année aurait un impact majeur. Pour près des deux tiers des répondants, 6 000 \$ de plus par année aurait un impact majeur.

Fournisseur : Le groupe-conseil Quorus Inc.

Numéro du contrat : 60074-180924/001/CY

Date d'octroi du contrat : 7 août 2018

Valeur du contrat (TVH incluse) : 170 22,01 \$

Pour plus d'information, communiquer avec le ministère des Finances du Canada à : por-rop@fin.gc.ca